



**DUCHÉ DE BRETAGNE**

# **CONSTITUTION DU PARLEMENT DE 1485**

Création d'un Parlement ordinaire et sédentaire  
par S.A.R. François II, Duc de Bretagne

**22 SEPTEMBRE 1485, NANTES**

*Traduction, corrections et commentaires par Visan ar Floc'h – Bach*

## Préambule

François, par la grâce de Dieu Duc de Bretagne, comte de Montfort, de Richemont, d'Estampes et de Vertus, à tous ceux qui ces présentes verront, salut.

Comme de toute antiquité nous et nos prédécesseurs, Rois, Ducs et Princes de Bretagne, qui jamais de nos noms et titres de Principauté n'avons reconnu ni ne reconnaissons créateur, instituteur ni souverain hormis Dieu tout-puissant, y avons droit et nous appartienne, par raison de nos droits royaux et souverains, avoir et tenir cour souveraine de Parlement en exercice de justice et juridiction en tout notre Pays et Duché, et en icelle cour de Parlement ordonner, faire et établir lois, constitutions, établissements, styles et reformatations, tout ainsi que bon nous a semblé et que avons chacun en son temps connu être bon et raisonnable ;

A faire l'exercice de laquelle notre cour de Parlement ait été de temps passés fait et tenu par de telles années et saisons que chacun de nous durant son règne a voulu être convenable selon les dispositions et tranquillités des temps, sans qu'à notre connaissance icelle notre cour de Parlement n'ait jamais par ci-devant été fondée ni ordonnée tenir et être exercée par sessions annuelles ordinaires et certaines ;

A laquelle chose nous avons pourvu et ordonné dès l'avènement de notre règne en ayant pour notre Principauté toujours eu singulier désir et affection, ce que bien loisiblement nous n'avons jusqu'à lors pu faire ni conclure, obstant les grands charges et affaires nécessaires et à nos sujets convenu soutenir et porter pour la tuition, garde et défense de notre Pays et Principauté ;

Et de présent, par la bonté et la grâce de Dieu notre créateur, avec la bonne et loyale obéissance de nos bons sujets et serviteurs, ayons et tenions notre Pays et Principauté en telle et si bonne paix, obéissance, union et tranquillité, et en telle alliance et confédération de tous princes chrétiens que mieux ni plus pacifiquement n'est possible, de quoi nous réputons indignes et non puissants de reconnaissance et action de grâce suffisante vers notre créateur ;

Et tout ce qui nonobstant, désirant à notre pouvoir y satisfaire, connaissant certainement ce qu'est la vertu de Justice par laquelle tous Rois et Princes règnent et prospèrent, ainsi que tout l'exercice continuel et distribution d'icelle vertu être requis et très nécessaire en notre Pays et Principauté, singulièrement à ce que les querelles et plaidoiries entre nos sujets, lesquelles par la confusion et difficulté des lois et coutumes écrites de notre Pays sont de grandes longueurs et prolixes, soient et puissent être présentement finies, terminées et conclûtes, et par notre cour de Parlement les longueurs de plaidoiries et tous abus en justice, selon qu'ils pourront venir à connaissance, réprimés, corrigés et éteindre selon les établissements et ordonnances de notre cour de Parlement comme souveraine à cette fin par nous duement autorisée ;

Voulant en ce et en toutes autres choses satisfaire à la charge et administration que Dieu par sa bonté et miséricordieuse dispensation nous a commise ;

Considérant aussi, et de quoi nous sommes duement avertis de la grande multitude et quantité des causes d'appel depuis longtemps introduites en notre cour de Parlement, dont plusieurs par défaut de sessions et ouvertures d'icelle cour sont par le décès des parties et la longueur du temps demeurées pendues et indécises, et par tant plusieurs mineurs et héritiers exhérédés et frustrés de leurs droits et ayant aussi égard au grand nombre d'appels qui continuellement sont de jour en autre introduits et dévolus en notre cour, sans la décision et conclusion desquelles ne peut être entérinée la Justice entre nos sujets ;

[1] Pour celles-ci et autres plusieurs raisonnables considérations et causes à ce nous mouvant, avons aujourd'hui en nos États et grand Conseil, iceux nos États que nous avons mandés et convoqués pour ce et autres choses, et par l'avis et délibération des Sieurs de notre sang et de nos prélats, barons et gens de nos États et Grand Conseil, ordonné, fondé et établis et par la teneur et disposition de ces présentes ordonnons et établissons notre cour de Parlement d'ici en avant seoir et tenir ordinairement pour le moins une session et ouverture chaque année commençant le quinzième jour de juillet et finissant le quinzième jour de septembre, qui font deux mois entiers, à commencer la première ouverture de cette présente fondation et assignation ordinaire et perpétuelle au quinzième jour de juillet venant et finissant le quinzième jour de septembre, ainsi que devant est dit, à continuer en icelle forme chaque année des temps futurs, sans ce que jamais après la promulgation et publication de ces présentes soit requis et nécessaire en faire autre assignation par bannies ou autrement ;

[2] A être notre dite cour de Parlement tenue, exécutée et servie par notre Président, en sa compagnie douze conseillers, outre nos sénéchaux de Rennes et de Nantes, lesquels singulièrement sont et seront perpétuellement du collège de ladite cour assemblément avec lesdits autres douze conseillers, lesquels en cette charge et office seront par nous institués et ordonnés, et avec eux notre greffier de Parlement, desquels douze conseillers et non en plus large, outre nos sénéchaux, aura cinq ecclésiastiques et sept séculiers ; lesquels auront à cette cause, et semblablement le greffier pour sa charge, gages annuels, tels que par ci-après leur ordonnerons ;

[3] Et pour plus grande certitude et utilité de notre cour de Parlement et de tous nos sujets, reconnaissons notre ville de Vannes être le lieu autant ou plus propice et nécessaire à cette fin que nulle autre de notre Pays, avons ordonné et établi icelle notre cour de Parlement ordinairement seoir et tenir en notre ville de Vannes et non ailleurs, sinon que pour cause de peste ou quelque autre grande cause ou considération, nous, de notre propre mouvement, le commandons et ordonnons pour aucunes ouvertures seoir et tenir autre part ;

[4] Et outre voulons, établissons et ordonnons à jamais et pour tout temps à venir être observé et gardé que lors ce qu'aucun des conseillers qui par nous seront institués et ordonnés en notre dite cour décéderait ou serait promu à quelque autre degré ou office, au moyen de quoi son lieu et place en notre cour serait vacant, que la provision et institution du subséquent en celui lieu et office soit par nous faite par la aberration et élection de nos présidents et conseillers de notre cour de Parlement et non autrement, qu'eux feront élection de trois bons et notables hommes à leurs consciences, et icelle élection et nomination par eux faite enverront par devers nous, en ce que nous y commettons et instituons celui desdits trois par eux élus et nommés qu'il nous plaira à être cette forme observée et gardée tant en notre temps que de tous nos successeurs perpétuellement.

[5] Si donnons en mandement à nos présidents et gens de notre Parlement, sénéchaux, alloués, baillis, prévôts, procureurs et autres justiciers et officiers de notre Pays et Duché à qui de ce appartiendra, ceux-ci nos présentes faire savoir, promulguer et publier tant en notre cour de Parlement que en plaids généraux de nos cours de Rennes, Nantes et autres barres et juridictions ordinaires de notre Pays et Duché, à ce qu'aucun n'en puisse prétendre ignorance, et icelle faire registre et immatriculer en les cahiers, livres et papiers de nos cours et chacune, à mémoire perpétuelle et pour la multitude desdites cours et juridictions ordinaires, voulions et ordonnons qu'aux vidimus et copie soient faites et données sous le sceau d'icelle notre cour de Parlement, que ce présent original soit obéit et plénière foi ajoutée.

Et à ce que l'effet et teneur de ces présentes soient à jamais et inviolablement gardées, obéit et entérinées, en robeur et témoignage de la perpétuité d'icelles, nous y avons apposé le signe de notre main et fait mettre et apposer notre grand sceau de soie et cire.

Donné en notre ville de Nantes, le vingt deuxième jour de septembre l'an mille quatre cent quatre vingt cinq.

FRANÇOIS. Par le duc, en ses États et Grand Conseil.

## Commentaire historique

« *PARLEMENT. Nantes, 22 septembre 1485. Création d'un parlement ordinaire et sédentaire, (distinct des États) séant à Vannes chaque année du 15 juillet au 15 septembre. Impb. D. Lobineau, t. II, col. 1435 D. Morice, Preuves, t. III, col. 478, soit d'après l'original aujourd'hui perdu, soit plutôt d'après le registre de chancellerie de 1485 sur lequel il avait dû être transcrit.* »

*Très Anciennes Coutumes de Bretagne, Marcel Planiol, 1896.*

### Commentaire par Visan ar Floc'h – Bach

Jusqu'en 1485 en zone où les élites aux pouvoirs sont « francophones », un « Parlement » est une assemblée traitant essentiellement de Justice ; chaque ville importante installe son Parlement en sa circonscription administrative dite « sénéchaussée » – la Bretagne indépendante forme une confédération judiciaire de dix sénéchaussées. Ainsi, on parle du « Parlement de Rennes », du « Parlement de Ploërmel », du « Parlement de Vannes », du « Parlement de Nantes » etc. Le terme désigne à l'époque ce que nous nommons aujourd'hui « Tribunal » et parfois « Cour ».

Le droit breton n'est pas un système organisé sous le coup du partage du droit romain, qui distingue législatif et exécutif.

La majorité des « lois », sont établies par la jurisprudence, donc par la pratique judiciaire et le principe de précédent juridique, comme c'est toujours le cas au Royaume-Uni, en Irlande, au Canada, aux USA, en Australie, en Afrique du Sud et en Inde. Chaque Parlement des grandes villes bretonnes traite donc autant de Justice que de politique locale, puisque l'exécutif seigneurial siège en Parlement *de facto* (la noblesse bénéficie tant des fonctions de basse Justice que du droit et devoir de siéger aux institutions, du moins la coutume nobiliaire engendrera une importante quantité de juristes en fonction – ndrl) qu'on s'y occupe d'assurer la police administrative et les modifications institutionnelles.

En élevant notre regard dans des échelons institutionnels supérieurs, nous arrivons jusqu'aux États de Bretagne, soit le grand rassemblement des institutions régaliennes du Duché, qui agissent principalement en dernier ressort quant au processus législatif, exécutif, politique, judiciaire, diplomatique et même militaire.

L'équivalent proche des États bretons est le système de procédure législative (au sens des applications générales) rassemblant tant le Parlement britannique dit « Chambre des communes », la Chambre des Lords (ayant les rôles partiellement combinés d'un Sénat, d'une Cour de Cassation et d'un Conseil constitutionnel si l'on devait en trouver l'équivalence la plus proche en Droit romain), le Gouvernement que le système judiciaire.

A l'époque de rédaction de la Constitution de François II, les Cours de Rennes et de Nantes procèdent depuis plusieurs siècles aux règlements et tenues des procès en Appels ; les prérogatives du Parlement ordinaire ne se révèlent donc pas en être un énième équivalent puisque les appels resteront traités par les seules cours de Nantes (anecdotiquement) et de Rennes (en écrasante majorité) après la Constitution de 1485 et avant la réforme imposée par Henri II en 1554, pour se poursuivre ainsi ensuite dans le système institutionnellement plus partiel (subit sous l'autorité des Rois de France).

Les prérogatives des plus hautes fonctions judiciaires, soit hiérarchiquement au dessus des procédures en appel, sont rappelées dans le dernier paragraphe du préambule : *« Considérant aussi, et de quoi nous sommes duement avertis de la grande multitude et quantité des causes d'appel depuis longtemps introduites en notre cour de Parlement, dont plusieurs par défaut de sessions et ouvertures d'icelle cour sont par le décès des parties et la longueur du temps demeurées pendues et indécises, et par tant plusieurs mineurs et héritiers exhérédés et frustrés de leurs droits et ayant aussi égard au grand nombre d'appels qui continuellement sont de jour en autre introduits et dévolus en notre cour, sans la décision et conclusion desquelles ne peut être entérinée la Justice entre nos sujets ».*

Le Parlement de Vannes, est établi ordinaire, général, régulier, fixe, sédentaire, non en contradiction des Parlements de Rennes et de Nantes ou toute autre Parlement qui ne le serait pas... mais en opposition et pour un détachement qui était alors alloué aux États de Bretagne, institution hiérarchiquement supérieure qui prenait également qualité de l'équivalent de la « Cour de Cassation » du système français.

La Constitution fonde un Parlement prenant des prérogatives proches d'une Cour de Cassation, traitant ainsi tant des procès en appels qui n'avaient plus suites possibles sur les questions de procédures et notamment des questions du Droit institutionnel, inhérentes aux problématiques structurelles du système judiciaire (communication, corruption, abus, formation etc.), que de la législation institutionnelle générale – *point particulièrement essentiel que nous analyserons plus après en ce commentaire.*

Nos connaissances et pratiques contemporaines nous font sûrement aisément considérer le procédé comme assez flou. Il n'en ai en rien flou : le Duc François II modernise son Duché (tout simplement !), devance le Droit institutionnel anglais et constitue un acte de résistance juridique aux pressions du voisin français qui n'a de cesse de vouloir s'emparer de la Bretagne. La complexité progressiste du Droit breton agace alors les juristes français, qui commencent à ne plus rien y comprendre malgré la semble-t-il commune linguistique... les juristes parisiens continueront d'ailleurs postérieurement à ne pas tellement saisir comment fonctionne ni comment contrôler le système breton, ce jusqu'à ce que les Républicains de la Terreur en interdisent para-militairement la tenue et l'expression par un génocide...

Le Parlement de 1485 est l'une des expressions juridiques ancêtres des Parlements modernes. Entendons bien ainsi : le Parlement général, dit ordinaire, de l'époque, n'est comparable à aucune Chambre de députés ayant communément émergée dans nos démocraties modernes post-Renaissance ; il faut attendre la révolte des Bonnets rouges de 1675 et le Code Paysan, pour voir émerger sur le sol breton la progression du Droit accordé au Peuple d'inclure son personnel au sein du système institutionnel, à l'époque via ce que nous nommons habituellement les États de Bretagne.



Pour aller plus loin...

Le Parlement général de Vannes, est réputé distinct des États de Bretagne. En réalité, aucune institution dans un système de Droit de loi commune (*common law* en anglais) n'est vraiment distincte d'une autre ; il s'agit d'un système plus compensatoire, formé sur l'équilibre des pouvoirs, plutôt que d'un système séparatoire des pouvoirs, contrairement au Droit civiliste romain. Monsieur Planiol, juriste éminemment époustouflant par ailleurs ce sujet, s'est accommodé dans cette erreur de conception d'un commentaire trop succinct quant à distinguer la véritable place du nouveau Parlement de 1485,

L'innovation juridique institutionnelle réside avant tout dans la fixation à période et lieu fixe, de la Haute Chambre judiciaire, organe plénipotentiaire de Haute Justice, au sein du système États de Bretagne, et gardant la prérogative pré-justiciable d'établir lois et organisations générales précédant d'éventuels procès – l'apport du Droit romain et de ses lois regroupées en codes fait toujours une percée régulière en Droit breton comme britannique, pourtant largement basés sur la Jurisprudence comme l'une des primautés des sources principales du Droit. On attribue d'ailleurs au Parlement de 1485, l'ancestralité du Parlement de Bretagne siégeant à Rennes – décision française de la réformation du Parlement général de 1554.

Le préambule nous indique pourtant les volontés du Duc quant à la hiérarchisation au sein du Droit institutionnel concernant ce Parlement :

- « *tenir cour souveraine de Parlement en exercice de justice et juridiction en tout notre Pays et Duché* », soit l'autorité judiciaire ayant autorité sur toutes les autres déjà bien existantes ;

- « *et en icelle cour de Parlement ordonner (jugement), faire (effectuer le travail d'élaboration) et établir (acter) lois, constitutions, établissements, styles et reformatiions* (modifications, réformes) »

Soit en y comprenant la haute fonction judiciaire, ajoutons y comprendre lecture de toutes les prérogatives d'une Assemblée parlementaire moderne dites avec les mots du XVIème siècle ! Les doctrines parlementaires sur l'échelle internationale, y verraient en cette double fonction, la possibilité par temporalité et localisation, d'un système bicaméral semblable au système parlementaire britannique. En effet, considérons que l'institution du Parlement de Vannes, combinerait la Haute Cour des affaires de Justice et de procédures, soit l'équivalent du rôle de la Chambre des Lords doublé de la Haute Cour de Justice d'Angleterre et du Pays de Galles, et le Parlement des affaires politiques à proprement parlé, équivalent alors naissant de la Chambre des Communes. En l'État, la Constitution de 1485 ne permet pas à elle seule de former un Parlement moderne, mais donne les bases légales du processus parlementaire – souvenons-nous : nous sommes au XVIème siècle.

*Note de rappel : les États de Bretagne sont une institution supérieure à toutes autres, et les réunissant. C'est une exception endémique, qui sera confondue avec la conception plus moderne de « parlement » traitant de politique et s'attribuant ou se voyant attribuer des fonctions législatives.*

La confusion entre « Parlement » et « États » n'aide pas à la compréhension de la hiérarchie institutionnelle bretonne. Au XVIème siècle, la gouvernance est ponctuée de guerres meurtrières, de jeux diplomatiques très complexes, et l'ensemble du Droit international, des relations internationales notamment, ainsi que pour chaque nation ayant poursuivit une existence plus ou moins séculaire par delà, l'ensemble du Droit institutionnel interne, est parfaitement balbutiant et partout archaïque en comparaison de notre époque. Néanmoins, nous observons aujourd'hui la totalité des Nations revendiquer leurs racines juridiques les plus anciennes, au point que nous pourrions nous prévaloir des juristes-druides de l'antiquité dans notre conception de la culture strictement inhérente à la pratique et l'étude du Droit ! La différence ici est plus palpable et les actes du Droit breton ne sont pas antérieurs – et bien largement – au départ de l'ère moderne du Droit en vigueur partout dans le monde actuel ; nos voisins savent même y voir la continuité et la validité du système juridique de la Grèce antique (le concept de *démocratie* par exemple...) ou plus tardivement celles de l'Empire romain – nous sommes encore sans mauvais jeu de mots, largement *dans les clous* !

Le Droit est une science et une pratique évolutive, en perpétuelle réflexion, réforme et considération du changement – le Droit breton n’y échappe en rien. Notre part de travail à l’Universel est forte et civilisationnellement développée.

Depuis 1485, aucune Constitution bretonne n’établit précisément en Droit les contours juridiques des États de Bretagne ni des institutions nommées sous le vocable de « Parlement » ; si le Droit institutionnel hérité des Ducs a pu, ou a du, fonctionner et continuer sans souverains légalement validés par les États – le Duc prend ses attributions des États et inversement les États du Duc –, en usant du silence face aux attributions fantasques des Rois de France depuis l’édit nul de droit et faux-traité de 1532, qui ne sont « Ducs de Bretagne » que par la courtoisie craintive des Bretons entretenant le souvenir du bruit des bottes et des armes des armées françaises aux portes puis au sein de leurs institutions gouvernementales.

Les États de Bretagne fondent ainsi pendant près de trois siècles leur propre coutume administrative existentielle : ils fonctionnent dans l’attente d’un retour au statut antérieur à l’édit de 1532, essuyant les quelques manquements des français aux engagements, toujours plus nombreux au fur et à mesure du temps.

Ainsi, seules les Constitutions et Assises établies par l’autorité indépendante des Ducs de Bretagne, ont une force en qualité de Droit institutionnel et constitutionnel breton : ce sont les seuls actes fondateurs.

Il n’y aura AUCUNE Constitution ni Assise sous les Rois de France brièvement autoproclamés Ducs de Bretagne, constituant également et bien largement un argument supplémentaire pour considérer doctrinalement la caducité de l’édit de 1532 en Droit international public.

Comprenons bien que le Droit français s’éloigne aussi de son propre Droit dit « d’ancien régime », à partir de la Révolution française puis plus intensément sous l’impulsion du Corse d’origine et Empereur des Français Napoléon Bonaparte (émergence du Code civil).

La mise en sommeil des institutions bretonnes et de la pratique du Droit breton, rapprocherait dans un réveil contemporain, à quelques singularités près, le Droit et le système institutionnel bretons du Droit et système institutionnel britanniques actuels – qui n’a pas été touché par les gesticulations sanguinaires des élites françaises et quelques de leurs associés –, car sur les bases et structures communes qu’ils partagent de l’influence angevine apposé à l’héritage culturel celtique et brittonique, notamment arthurien, en représente l’expression la plus proche au sens organisationnel. En ce sens, la Bretagne se comprend dans la famille des systèmes juridiques de « common law », y étant plus que largement une des arrières bases « de tests » d’Henri II de Plantagenêt (*Père du Duc de Bretagne Geoffroy, Duc Régent avant les majorités de son fils et de sa belle-fille Constance de Bretagne, fille du précédent Duc Conan IV*) ; perfectionnant une « féodalité » confédéraliste singulière.

Il convient donc de ne pas s’affoler qu’un système basé sur une législation provenant essentiellement et prioritairement de la jurisprudence, allouent des fonctions très judiciaires aux premières formes de son Parlement souverain.

La Constitution de Parlement de 1485 est la Constitution la plus récemment applicable en terme d’acte fondateur. Les Constitutions antérieures, qui régissent d’autres doctrines administratives et judiciaires doivent être mis en saine concurrence selon le principe de la hiérarchisation du Droit, tout comme les actes non constitutionnels postérieurs peuvent venir modifier, réformer et infléchir l’évolution des statuts juridiques du Parlement général.

L’exemple cité plus avant du Code paysan et des revendications des 14 communes, à l’issue de la révolte des Bonnets rouges, sont une des évolutions du Droit interne ayant été amorcées pour former ce qui se rapproche du concept moderne de Chambre basse telle l’Assemblée Nationale française ou la Chambre des Communes dite Parlement britannique – les circonstances étant particulières qu’il s’agisse également d’une évolution bien-comprise du Droit institutionnel breton dans ses prérogatives parlementaires proches de nos considérations actuelles, sur lesquelles la question de pleine et entière Souveraineté est alors manifeste au sens administratif, mais légalement en attente d’être sérieusement posée.

Des premières et plus lointaines pierres à l'édifice, la Constitution du Parlement de 1485 serait celle du premier étage dans l'évolution du Droit parlementaire breton, par définition même l'un des actes juridiques fondateurs et incontournable pour l'élaboration et le perfectionnement doctrinal du Droit quant à l'expression du réveil juridique d'un Parlement breton moderne.

*Ne fait tout mais y participe...*